



Original : Anglais

COMMISSION FINANCES ET ADMINISTRATION

UPAP/CAT/CFA/01/2026 - Doc N°02

Groupe de travail sur la gestion des ressources humaines
Réunion en distanciel du 04 février 2026

ETAT D'EXÉCUTION DES DÉCISIONS DE LA 43^{ème} SESSION ORDINAIRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

1. Objet <ul style="list-style-type: none">Etat d'exécution des décisions de la 43^e session ordinaire du Conseil d'administration	Références/paragraphes <ul style="list-style-type: none">Décision n° 03/UPAP/CA/XLIII/2025Décision n° 04/UPAP/CA/XLIII/2025Décision n° 05/UPAP/CA/XLIII/2025Décision N° 07/UPAP/CA/XLIII/2025Décision N° 08/UPAP/CA/XLIII/2025Décision N° 09/UPAP/CA/XLIII/2025
2. Décisions attendues <ul style="list-style-type: none">Prendre acte de l'état d'exécution des décisions de la 43^e session ordinaire du Conseil d'administrationFormuler toute observation jugée pertinente.	

1.0 Introduction

Au terme de la réunion du Groupe de travail sur la gestion des ressources humaines tenue en mode virtuel le 08 avril 2025, les principales recommandations formulées par le Groupe à l'intention de la 43^e session ordinaire du Conseil d'administration, furent adoptées le 24 juin 2024. Ces recommandations avaient pour objet d'améliorer les conditions de travail au Secrétariat général de l'UPAP.

2.0 Etat d'exécution des recommandations formulées par la Commission

N° d'ordre	Décision / résolution : intitulé	Décision / résolution : descriptif	État d'exécution
1.	<p>Décision n° 03/UPAP/CA/XLIII/2025 portant adoption des propositions de modification du Règlement du personnel</p>	<p>Convaincu que les modifications proposées sont pertinentes et visent à harmoniser les dispositions du Règlement du personnel de l'UPAP, à favoriser l'équité dans la gestion des ressources humaines de l'Union, à améliorer l'efficacité des procédures disciplinaires tout en préservant, dans la mesure du possible, les droits des membres du personnel de l'UPAP, et à mettre en œuvre les meilleures pratiques en matière de gestion des ressources humaines ;</p> <p>Le Conseil d'administration A approuvé les propositions de modification du Règlement du personnel.</p>	<p>Réalisé Le Règlement du personnel a été révisé et actualisé afin d'y intégrer les modifications approuvées, conformément à la décision du Conseil d'administration.</p>
2.	<p>Décision n° 04/UPAP/CA/XLIII/2025 portant modification des modalités de mise en détachement du personnel auprès du Secrétariat général de l'UPAP</p>	<p>D'approuver la modification des modalités de détachement du personnel auprès du Secrétariat général de l'UPAP comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> i) L'État membre maintient le niveau de la totalité des rémunérations perçues par le personnel avant sa mise en détachement, conformément à la grille salariale de son administration d'origine ; ii) L'État membre maintient la totalité des avantages et indemnités accordés au personnel avant sa mise en détachement, notamment en termes de logement, de transport, de retraite et de gratifications, conformément à la grille salariale de son administration d'origine, et ce 	<p>Réalisée</p> <ul style="list-style-type: none"> i) Le Secrétariat général a communiqué la décision du Conseil d'administration aux États membres parrains. ii) Les États membres parrains versent des paiements échelonnés pour couvrir l'indemnité d'ajustement du personnel détaché, conformément à la décision du Conseil d'administration ; iii) Le Secrétariat général verse une indemnité mensuelle de détachement de 600 dollars américains au personnel détaché, conformément à la décision du Conseil.

		<p>après ajustement du montant à verse au terme de négociations concluantes entre le personnel détaché et son administration d'origine ;</p> <p>iii) Versement échelonné d'une indemnité d'ajustement de poste dont le montant ne saurait être inférieure à 9 000 \$EU par an, soit 750 \$EU par mois, au titre des frais d'installation à Arusha pour la durée de la mise en détachement. Cette indemnité pourrait être revue à la hausse selon les convenances pratiques propres à l'État membre dont relève le personnel détaché ;</p> <p>iv) Les billets d'avion aller-retour entre le pays d'origine et la Tanzanie doivent être pris en charge pendant la durée du détachement.</p> <p>v) Le Secrétariat général verse une contrepartie de 7 200,00 \$EU par an, soit 600,00 \$EU par mois, à titre d'indemnité de détachement.</p>	
3.	<p>Décision n° 05/UPAP/CA/XLIII/2025 relative à la formation des membres du personnel de l'UPAP admis à faire valoir leurs droits à la retraite</p>	<p>Le Conseil d'administration a autorisé le Secrétariat général à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Lancer un appel aux États membres afin qu'ils mettent à la disposition du Secrétariat général un programme structuré et du personnel qualifié pour dispenser la formation. • En l'absence d'assistance de la part des États membres, le Secrétariat général est invité à externaliser la formation sur le budget de fonctionnement de l'Union, sous réserve de la disponibilité des fonds prévus à cette fin. 	<p>Réalisée Par lettre no. LC/UPAP/SG/AF/D/030 du 25 juillet 2025, le Secrétariat général a communiqué la décision du Conseil d'administration aux États membres. Cependant, à la date limite fixée, aucun État membre n'avait manifesté sa disponibilité pour dispenser la formation requise.</p> <p>En conséquence, grâce à la dotation budgétaire de l'Union consacrée au développement du personnel, trois (3) membres du personnel approchant de la retraite ont pu suivre un programme de formation spécialisé à Johannesburg, en Afrique du Sud, sur <i>la retraite, la planification des revenus et les stratégies d'investissement</i>. Cette formation visait à faciliter la transition entre la vie active et la retraite et à permettre la prise de décisions financières éclairées après le départ à la retraite.</p>
4.	<p>Décision N° 07/UPAP/CA/XLIII/2025 portant approbation pour pourvoir les postes vacants</p>	<p>Le Conseil a autorisé le Secrétariat général à pourvoir les postes vacants de chef de département administration et finances et de traducteur/interprète anglais-français, deux mois avant la fin du contrat à court terme du personnel partant</p>	<p>En cours</p> <p>i. Un appel à candidatures pour le poste de chef de département administration et finances a été adressé aux États membres le 28 juillet 2025. Des candidatures ont été</p>

	du personnel partant à la retraite ;	<p>à la retraite et la date de départ à la retraite du chef de département exploitation et technologies, afin d'assurer la continuité et l'efficacité dans l'exécution des travaux du Secrétariat général.</p> <p>En outre, le Conseil a chargé le Secrétariat général de publier les postes vacants de chef du département administration et finances, de chef de département exploitation & technologies et de traducteur/interprète (anglais/français) quatre mois avant la fin de leur contrat.</p>	<p>reçues du Bénin, du Kenya, de Madagascar, de la Tanzanie et du Zimbabwe. À l'issue du processus de recrutement, un candidat interne, ressortissant de la République unie de Tanzanie, qui occupait le poste d'agent comptable, a été sélectionné et nommé avec effet au 1^{er} janvier 2026.</p> <p>ii. Une circulaire relative au recrutement d'un traducteur/interprète anglais-français a initialement été adressée aux États membres, avec une date limite fixée au 20 septembre 2025. Aucune candidature n'ayant été reçue à l'échéance, l'appel à candidatures a été renvoyé aux États membres le 09 octobre 2025. Des candidatures ont depuis été reçues et le processus de recrutement est en cours.</p>
5.	Décision N° 08/UPAP/CA/XLIII/2025 portant rétablissement et pourvoi du poste de technicien comptable	Le Conseil a approuvé le rétablissement et le pourvoi du poste de technicien comptable à compter de l'exercice financier 2025/2026.	<p>En cours</p> <p>Le Secrétariat général a engagé le processus de recrutement pour le poste rétabli de technicien comptable. Un appel à candidatures a été adressé aux États membres par circulaire n° LC/UPAP/SG/AF/D/PRAJ/035 datée d'août 2025. Des candidatures ont depuis été reçues et le processus de recrutement est en cours.</p>
6.	Décision N° 09/UPAP/CA/XLIII/2025 portant reconversion de l'un des cinq (5) postes vacants dans le domaine des TIC en poste d'assistant en technologies de l'information	Le Conseil a approuvé la conversion de l'un des cinq (5) postes vacants dans le domaine des TIC en un poste d'assistant en technologies de l'information et a autorisé le Secrétariat général à pourvoir ce poste au cours de l'exercice financier 2025/2026.	<p>Réalisé</p> <p>L'un des cinq (5) postes vacants approuvés dans le domaine des TIC a été converti en un poste d'assistant en technologies de l'information et pourvu par le biais d'un processus de recrutement interne. Le candidat retenu a été nommé dans le cadre d'un contrat à durée déterminée de deux (2) ans, à compter du 25 août 2025.</p>

3.0 Conclusion

Le Groupe de travail est invité à prendre note de l'état d'exécution de sa recommandation adoptée in fine par le Conseil.